

---

## De la frustration démocratique au populisme. Du populisme à la radicalisation droite

*From Democratic Frustration to Populism. From Populism to Rightist Radicalization*

Yves Mény

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/tp/509>

### Éditeur

Marcial Pons

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 23-47

ISSN : 0394-1248

### Référence électronique

Yves Mény, « De la frustration démocratique au populisme. Du populisme à la radicalisation droite », *Teoria politica. Nuova serie Annali* [En ligne], 7 | 2017, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 26 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/tp/509>

---

Teoria politica

# De la frustration démocratique au populisme. Du populisme à la radicalisation droitière

Yves Mény\*

## Abstract

### From Democratic Frustration to Populism. From Populism to Rightist Radicalization

*While political frustration in the United States has been mainly captured and expressed by «populist» parties since the end of the 19<sup>th</sup> century, the European democracies have remained for a long time immune of what has often been characterized as a «pathology» of democracy. Frustration and revolt were in most cases channeled by parties with well defined radical ideologies. The Communist parties were the natural vehicles for popular protest while extreme right parties were less attractive after the dramatic experiences of nazi and fascist regimes. The collapse of the communist regimes appeared at first as a testimony of the supremacy and victory of the «western» democracy. Instead, far from being the expression of the «end of history», the post 1989 period coupled with the technological, financial, economic and commercial revolutions has triggered radical critique of the democratic regimes based on representation and elite-driven modes of government. Populist movements have emerged and prospered in nearly all representative democracies in Europe. The paper argues that populism is an answer to the mounting frustration of voters vis à vis the representative organizations (political parties) and their inability to tackle the multifaceted dimensions of change in complex societies. While they are most of the time unable to set up a government of their own, populist movements have a decisive impact on institutions by promoting new instruments such as primaries or referenda, by marginalizing some parties of government, by setting up the public debate and influencing the policy choices (immigration, welfare, Brexit). This mushrooming populism has often been equated with the extreme-right. This confusion is misleading, not only because there are many forms of populism but mainly because the populist programs do not challenge democracy by itself. Instead, they fight the liberal values which are at the heart of representative democracy. Rather than being the modern clones of the old extreme-right, the populist parties express the preference for illiberal policies, national values and strong (authoritarian?) leadership «in the name of the people».*

**Keywords:** Populism. Parties. Protest. Extreme-Right. Political Transformation.

---

\* Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, Istituto Universitario di Studi Superiori, Pavia, [presidente@santannapisa.it](mailto:presidente@santannapisa.it).

*Today the politics of the Far-Right is the politics of frustration —the sour impotence of those who find themselves unable to understand, let alone command, the complex mass society that is the polity today.*

Daniel Bell<sup>1</sup>

Depuis deux décennies au moins, l'Europe assiste, médusée, à l'ascension irrésistible du populisme, un phénomène jusque là quasi inconnu et qui semblait l'apanage des États-Unis dans sa forme démocratique et sud-américaine dans sa version «caudilliste-péroniste». Il est symptomatique que l'ouvrage *Populism* publié en 1958 par Gellner et Ionescu, s'il avait le mérite d'être pionnier, ne parvenait pas à définir de manière précise le concept tant ses expressions concrètes étaient à la fois historiques et hétérogènes. Plus qu'un concept, il s'agissait d'une «étiquette» à usage variable et multiforme dans le temps et dans l'espace.

Un demi-siècle plus tard les analystes de la question sont confrontés à une situation analogue même si le corpus empirique s'est considérablement enrichi et diversifié. Le terme de «populisme» ou de «populiste» est à mi-chemin entre le qualificatif scientifique et l'injure politique ou la facilité de plume médiatique. Par sa malléabilité et versatilité, le concept suscite débats, disputes et méfiance. De nombreux observateurs, académiques, journalistes, analystes politiques ont par voie de conséquence dénié toute valeur explicative et interprétative à un terme et à un concept aussi malléables et donc «opportunistes». Ce procès me semble exagéré et injuste. Récuse-t-on la notion de parti ou de parlement? Non bien entendu et pourtant il n'y a guère de points communs entre le Parlement britannique, celui de Corée du Nord ou du Soudan. Même chose pour les partis qui désignent des organisations politiques (et au-delà) les plus hétérogènes que l'on puisse imaginer. Ces extraordinaires diversités n'enlèvent pourtant pas à ces concepts leur capacité à organiser, structurer et interpréter des réalités que l'analyste peut comparer, classifier, hiérarchiser.

Après avoir été rejeté ou minimisé (le populisme ne serait qu'un «style» politique), le concept a fini par s'imposer mais parfois pour de très mauvaises raisons, quasi de paresse intellectuelle: quand apparaissait un mouvement politique quelque peu inédit, mal connu ou original il était trop facile de lui coller l'étiquette (infamante le plus souvent) de «populiste» sans chercher davantage à expliciter le contenu de ce qualificatif. Car le problème primordial —comme il arrive trop souvent dans les sciences sociales— était de confondre deux plans différents: l'analyse empirique aussi détachée que possible de la part de l'observateur et le jugement de valeur porté sur l'objet observé. Le populisme était en quelque sorte nié ou rejeté comme réalité politique en raison du caractère déplaisant qu'il pouvait susciter chez les gens respectables, qu'ils fussent académiques, journalistes ou politiques.

Cette attitude de «*Eyes Wide Shut*» a longtemps empêché par exemple de constater qu'une partie non négligeable de l'électorat de gauche se transférait

---

<sup>1</sup> Bell, 1962: 42.

avec armes et bagages dans le camp des populistes honnis. Cet aveuglement, ce déni a d'ailleurs souvent eu des conséquences catastrophiques pour les partis «classiques» puisqu'aucune stratégie efficace n'était mise en place pour endiguer un phénomène dont était niée la réalité et la légitimité. Une autre façon de se voiler la face était de proposer une interprétation complaisante du populisme par rapport aux intérêts idéologiques ou politiques du moment afin de le stigmatiser et espérer ainsi tarir la source qui l'alimentait. A bien des égards, dans les années 2000, le mot «populisme» s'est substitué à celui plus en vogue dans les années 60-90, celui de fascisme. Un seul mot suffisait pour condamner, excommunier, jeter l'opprobre sans se soucier beaucoup de l'adéquation entre le mot et la réalité. Pour l'extrême gauche des Trente Glorieuses, la qualification de fasciste ratissait large et aujourd'hui celle de «populiste» semble la parade la plus facile pour des appareils partisans qui ne savent plus à quel saint se vouer!

A ce stade, permettez-moi de faire un petit détour personnel pour expliquer mon intérêt pour le populisme. J'avais découvert ce mouvement politique aux États-Unis en étudiant le legs institutionnel que le People's Party avait laissé dans la vie politique américaine à la fin du XIX<sup>ème</sup> mais je n'avais jamais songé à étendre son étude à l'Europe tant des mouvements comme l'Uomo Qualunque en Italie ou le Mouvement Poujade en France<sup>2</sup> n'avaient été que des feux de paille éphémères. C'est à l'occasion de l'étude de la corruption en France et plus généralement dans les démocraties occidentales que j'ai constaté assez précocement le lien qui pouvait relier corruption et populisme. Il était déjà clair que le rejet légitime de la corruption par certains mouvements ou partis s'accompagnait d'un rejet plus global des élites en général (et pas seulement des coupables) et des institutions qui avaient permis et/ou facilité de tels errements. Dès les années 90 apparurent le «Tous pourris» qui permettait de jeter le bébé avec l'eau du bain<sup>3</sup>. En 1992, je proposai à mon éditeur (Fayard) d'écrire un ouvrage sur la question. Malheureusement ma prise de fonction comme directeur d'un centre de recherches (à créer *ex nihilo*) à l'Institut Universitaire Européen fut un obstacle à recherches et écriture. Le livre sur le populisme écrit avec Yves Surel ne parut qu'en 2000<sup>4</sup>. Désormais, le populisme n'était plus un concept fumeux pour académiques mais une réalité politique incontestable et en expansion.

Au cours du dernier quart de siècle l'exaspération et la frustration qui déclenchent la protestation populiste a changé de forme et d'intensité. Elle n'est plus canalisée par des organisations intermédiaires (partis, syndicats, groupes d'intérêt structurés) mais s'exprime d'une manière radicalement nouvelle, à la fois individualisée, souvent anonyme ou sous couvert de pseudonymes mais en même temps rapidement agrégée grâce à la puissance de l'informatique. Bien loin d'encadrer ces pulsions agressives et vindicatives, les mouvements populistes les encouragent, les manipulent, les exploitent. La vie politique devient de plus en plus l'otage de pétitions sur tous les sujets possibles, du dramatique au ridicule, ou de tweets dont la concision obligée favorise la formule lapidaire, la

---

<sup>2</sup> Hoffmann, 1956.

<sup>3</sup> Mény, 1992.

<sup>4</sup> Mény, Surel, 2000.

condamnation cinglante, l'injure comme argument. Pierluigi Battista observait récemment (*Il Corriere della sera*, 18 janvier 2017) sous le titre «L'età del rancore» que «*l'immediatezza del grido, della scazzottata, dell'aggressione fisica e verbale possono dilagare senza un contenimento sociale. Si è più soli e feroci. O forse la ferocia diffusa ha troppi palcoscenici per esibirsi, e troppo poche compensazioni per decantare, auto-controllarsi*».

Précisons d'emblée que Surel et moi ne nous sommes intéressés qu'aux «populismes» apparus dans les sociétés démocratiques, écartant les autres formes de populisme telles que celles de l'Amérique latine ou de régimes comme celui de Nasser en Égypte. Sans dénier la réalité de ces formes d'expression politique, il nous semblait préférable de restreindre l'étude à une forme bien spécifique, celle de mouvements de protestation apparus dans des sociétés dont la structure démocratique était affirmée et incontestable. Nous voulions en outre comprendre si le populisme pouvait être réduit comme certains le pensaient et l'écrivaient à un phénomène d'extrême droite. Une forte propension à cette interprétation réductrice se manifestait tant chez certains universitaires ou intellectuels que surtout au sein des partis de gauche trop heureux de stigmatiser le phénomène en s'épargnant l'effort d'une analyse plus rigoureuse et sans s'apercevoir que ce biais ou cet aveuglement était une fatale erreur de diagnostic pour leur propre avenir. C'est ainsi par exemple qu'à l'étranger, le mouvement de Gianfranco Fini en Italie fut souvent classé comme un populisme d'extrême droite, sans se rendre compte que la désintégration du parti fut causée notamment par le refus de Fini de jouer les leaders populistes comme ses compagnons de coalition.

L'équation Populisme = Extrême droite avait la beauté de la simplicité, l'apparence de la vérité (en particulier en France où Le Pen était le plus représentatif des populistes) et l'efficacité espérée pour les adversaires politiques de ces nouveaux mouvements. Ce mode de classification avait en outre l'avantage de faire rentrer une réalité nouvelle et un peu difficile à cerner dans les catégories bien définies du combat politique: les populistes étaient des extrémistes de droite et devaient être combattus comme tels<sup>5</sup>. Cette approximation simpliste n'avait que peu de chose à voir avec la réalité là où apparaissaient les premiers mouvements populistes: France, Italie, Suisse, Royaume-Uni<sup>6</sup>. Si par exemple le Front National se fût contenté de rester le parti d'extrême-droite du passé, il n'eût jamais connu sa croissance fulgurante. Le paradoxe, toutefois est que 20 ou 25 ans après les premiers balbutiements populistes, le diagnostic initial est en passe de se révéler une «*fulfilling prophecy*». Nul doute aujourd'hui que les idées et valeurs de droite et d'extrême droite se sont infiltrées dans la plupart des mouvements populistes et, pire encore, qu'elles structurent et pénètrent l'ensemble du débat politique européen. Presque partout les populistes ont échoué à prendre le pouvoir et à l'exercer seuls. L'exception majeure pour la première fois au cours d'un siècle de populisme rampant aux États-Unis, est la récente élection de Trump, en partie grâce au legs institutionnel du People's Party, la sélection des élites politiques par les «primaires».

<sup>5</sup> Taguieff, 1997; Perrineau, 1997.

<sup>6</sup> Taggart, 1995; Taggart, 1996.

## 1. Aux sources du populisme: la frustration démocratique

Le populisme est originellement, d'abord et avant tout une protestation.

Protester n'est pas en soi une manifestation du populisme. Comme l'a montré il y a longtemps Charles Tilly, la protestation, silencieuse ou vocale, pacifique ou violente est l'un des éléments fondamentaux du «répertoire» de l'action politique. Elle n'est pas l'apanage d'un groupe ou d'une classe sociale et ses modes sont changeants. Toutefois la protestation est plus fréquente lorsque le style de gouvernement, les canaux d'expression ou les structures institutionnelles n'offrent pas d'autres choix ou réduisent les possibilités d'expression de certains groupes sociaux. En France par exemple où la possibilité de manifester des différences et dissidences a toujours été réprimée ou limitée par des siècles de centralisation et d'autoritarisme, la protestation est devenue l'arme privilégiée et l'instrument préféré de l'expression politique. «Aller à la manif» est un sport national, le défoulement quasi physiologique d'une population qu'un sociologue américain (éduqué en France) étonné par l'obéissance/contestation des élèves vis-à-vis des professeurs à l'école qualifiait de «communauté délinquante».

Albert Hirschmann a proposé une interprétation de l'attitude des individus et groupes au sein des organisations (de l'entreprise, des organisations sociales ou politiques) autour de la trinité «*Exit, Voice and Loyalty*»<sup>7</sup> qui permet d'appréhender comment le populisme peut se nicher dans les systèmes démocratiques sans pour autant en contester les fondements mêmes. La «*voice*» manifeste une attitude qui use la protestation comme instrument mais ne remet pas en cause l'appartenance par exemple au modèle démocratique alors que l'*exit* (le choix de la violence illégitime ou le refus absolu de participer aux élections et à la vie politique) signifie que les citoyens concernés ont rompu les amarres et récusent le système dans lequel ils sont insérés.

De ce point de vue, les populismes ne sont pas en général antidémocratiques stricto sensu. Bien au contraire, ils se présentent comme les défenseurs et les garants d'une «vraie» démocratie en manifestant leurs critiques et leur ressentiment contre un système qu'ils considèrent comme perverti, corrompu, oublieux de ses missions et idéaux. Au même titre que les démocrates, ils placent le «peuple» au cœur de leurs slogans, programmes et proclamations. Mais différemment. Car si la constitution américaine commence solennellement par le célèbre «*We the People*», elle est en fait toute entière inspirée par «*the fear of the crowd*» et la «*tyranny of the majority*». Car les régimes représentatifs du XIX<sup>e</sup> et d'une partie du XX<sup>e</sup> sont profondément élitaires soit en raison des limites du droit de suffrage, soit en raison des multiples «encadrements» de l'expression populaire ou encore les deux. Lorsque cet élitisme se double d'injustices éclatantes ou de faillite des politiques menées, il n'est pas surprenant que gronde la révolte des «sans-culotte».

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis sera le premier exemple de cette révolte démocratique qui vise à renvoyer les élites mais sans jamais remettre en

<sup>7</sup> Hirschmann, 1970.

cause le principe démocratique, au contraire. Les protestataires du People's Party revendiquent la démocratie, mais une autre démocratie, directe, sans intermédiaires, sous le contrôle des citoyens. Leur mot d'ordre est légitimé par la référence à Lincoln lui-même: ce sera «*the government of the people, by the people, for the people*» (1863). Leurs revendications seraient qualifiées «de gauche» aujourd'hui et, rétrospectivement, semblent bien légitimes: création d'un impôt sur le revenu, élection directe des sénateurs, choix démocratique des candidats aux élections, lutte contre la corruption et la ploutocratie. Bref un programme pour contourner des partis sclérosés, corrompus et complices d'un capitalisme sauvage.

Bien que les populistes américains ne réussissent ni à ce moment là ni plus tard (jusqu'en 2016!) à prendre le pouvoir ils laisseront une trace durable encore perceptible aujourd'hui tant dans les institutions (beaucoup d'éléments réclamés par les populistes y seront introduits et perdurent) que dans la vie politique américaine<sup>8</sup>. Même les meilleurs représentants des élites américaines doivent intégrer une dose de «populisme» dans leur rhétorique. Dans les années 30, les poussées populistes furent bien utiles à Roosevelt pour «gauchir» le programme du parti démocrate. Cette veine est aujourd'hui particulièrement vivace sous ses formes gauchisantes (Saunders) ou conservatrices (Trump). Même le très élitiste Obama s'était choisi un slogan fait pour plaire «*Yes, we can*» (repris en Espagne par «*Podemos*») qui reprend le «*We*» d'ouverture de la constitution de 1787.

Rien de tel en Europe où l'histoire démocratique est à la fois plus récente et plus troublée à quelques rares exception près<sup>9</sup>. En Grande-Bretagne, la culture est avant tout celle de la représentation, bien avant même que l'idée de démocratie fasse son chemin. Burke ne cache pas un instant à ses électeurs sa conception de la représentation qui, l'élection passée, laisse entière autonomie de jugement et de décision au représentant. Jusqu'à l'introduction du référendum en Grande-Bretagne pour ratifier l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE en 1972, la «souveraineté populaire» n'existe pas. La seule souveraineté qui compte est celle du Parlement qui, en 1972, introduisit une double faille dans le système blindé de suprématie des élites: l'acception d'une source législative autre que le Parlement britannique (l'Europe) et la ratification populaire (théoriquement consultative mais en réalité politiquement contraignante) par référendum. La collision entre ces deux formes de souveraineté et de légitimité, l'une ancestrale, l'autre nouvelle s'est manifestée avec éclat à l'occasion du Brexit et des deux décisions ultérieures de la *High Court* en novembre 2016 et de la *Supreme Court* le 24 janvier 2017.

Sur le continent, le pouvoir du peuple, tel qu'inspiré par la Révolution française et ses avatars s'incarne davantage dans la révolution, l'abolition de la Monarchie et l'édification de la République que dans l'idée même de démocratie<sup>10</sup>. Plus tard, la révolution des soviets et le développement de régimes autoritaires, fascistes ou Nazis vont faire naître d'autres conceptions et manipulations

<sup>8</sup> Mény, 2015a.

<sup>9</sup> Corduwener, 2017.

<sup>10</sup> Mény, 2016.

de l'idée de peuple. Tout sépare ces régimes politiques mais ils partagent un point commun: le peuple est la source unique de légitimité quelles que soient les conclusions idéologiques politiques et institutionnelles que l'on en tire. L'idée de démocratie semble si naturelle aujourd'hui que l'on oublie que les régimes représentatifs ont présenté de sérieuses failles démocratiques jusqu'à la seconde guerre mondiale, que certains pays n'ont fait connaissance avec les institutions et procédures démocratiques qu'à partir de 1945, d'autres (péninsule ibérique, Grèce) que 35-40 ans plus tard et que la plupart des anciens satellites de l'URSS n'avaient jamais connu la démocratie avant la chute du mur de Berlin il y a tout juste un quart de siècle. De surcroît, et de manière incrémentale mais radicale au terme du processus, la démocratie représentative s'est profondément transformée depuis 1945. La croyance quelque peu naïve que le «Parlement (britannique) peut tout faire sauf changer un homme en femme» a laissé la place à une situation de limitations croissantes et cumulées des pouvoirs des parlements d'abord, du pouvoir national ensuite. Les «*checks and balances*» se sont multipliés à loisir, canalisant la souveraineté populaire représentée par les parlements à travers de nouveaux «tabous»: la protection effective des droits fondamentaux, la multiplication du recours aux experts non élus, l'imposition de normes ou contraintes supra-nationales.

C'est dans ce contexte qu'apparaît la renaissance du populisme américain, à vrai dire toujours vivace et la naissance, puis l'extraordinaire développement sous des avatars divers des populismes européens. Comment expliquer ce profond changement?

Les causes sont multiples, à la fois *structurelles*, *substantielles* et *procédurales*.

Les causes *structurelles* sont d'abord à chercher dans la profonde transformation du monde qui s'opère dans les années 90. La chute du communisme en Europe et dans le monde «libère» des électeurs qui étaient en quelque sorte disciplinés par la crainte du pire. Mais les signes avant-coureurs de la contestation des structures politiques sont apparus avant même la chute du mur de Berlin. En Italie, la «grande coalition» de fait entre DC et PCI, en France, l'Union de la Gauche et sa victoire de 1981 témoignaient déjà d'un affaiblissement des allégeances obligées et de l'épuisement des partis au pouvoir. Mais à partir des années 90, les digues sautent entraînant une distribution générale des cartes à gauche comme à droite. Même là où les «partis de gouvernement» continuent à dominer la scène (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, France), des phénomènes insidieux redistribuent les cartes: augmentation de l'absentéisme électoral, y compris dans des pays à tradition de forte participation électorale comme l'Italie, fragmentation et dissensions au sein des partis, instabilité du comportement des électeurs<sup>11</sup>, dissidences politiques et apparition souvent éphémère de formations nouvelles (Verts, Extrême-gauche, *liste civiche*). Les partis de gouvernement finissent le plus souvent par l'emporter mais le pourcentage de votes obtenus par ces formations décroît de manière constante. Souvent, la «gouvernabilité» n'est assurée qu'au prix de coalitions hétérogènes et instables.

<sup>11</sup> Perrineau, Ysmal, 1995.



Un peu comme aux États-Unis où les tiers-partis (populistes ou non) perturbent le duopole Républicains/Démocrates sans remettre en cause son existence, les partis européens ont réussi à survivre en tant qu'appareils et machines électorales, en tant que cartels surtout préoccupés de leur survie (Mair) mais ils s'avèrent incapables d'offrir le cadre idéologique et programmatique capable de séduire et de rassembler un électorat généralement inter-classiste et pluri-générationnel. Les partis sont nus: ni la crainte (le péril soviétique) ni la séduction (l'offre politique) ne sont à même de convaincre des électeurs déçus, sceptiques et de plus en plus individualistes et consuméristes dans leurs choix politiques opportunistes. Et année après année, le danger se fait plus pressant: Le Front National en France est le parti disposant du socle le plus solide d'électeurs fidèles et est en passe de devenir le premier parti du pays, le Mouvement 5 Stelle dépasse dans les sondages le PD en Italie (2016), Podemos talonne le Parti Socialiste en Espagne et UKIP a imposé le changement plus dramatique depuis 50 ans, le «Brexité».

Pour ces partis populistes et leurs électeurs, l'adversaire n'est plus le parti d'en face mais l'ensemble des partis perçus comme un monde à part, une caste, une élite qui a perdu la raison d'être de ses privilèges: gouverner, diriger pour le bien commun, pour le peuple. De ce point de vue la corruption<sup>12</sup> systémique dans de nombreux pays aura beaucoup contribué à la délégitimation générale des détenteurs du pouvoir politique. Et par ricochet, le sentiment de frustration, de rage, d'impuissance joue un grand rôle dans l'apparition de mouvements qui mettent sur la scène une nouvelle offre politique et en des termes nouveaux<sup>13</sup>.

Au nom même du principe démocratique (et pas contre lui), est remis, au centre de la scène, le peuple<sup>14</sup> source et fondement de tout pouvoir, en lieu et place, disent ces nouveaux mouvements, d'élites à la fois oublieuses de leurs devoirs et expropriatrices des besoins et des droits du peuple. Cette nouvelle approche est une radicale novation. Elle substitue une définition verticale de la politique (le peuple contre les élites) à la traditionnelle organisation horizontale du combat entre formations partisans autour de clivages idéologiques et programmatiques. Cette vision de la politique n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle du marxisme où le clivage fondamental se situe entre «l'immense majorité du peuple» constitué par les travailleurs exploités et une minorité de capitalistes exploités et leurs valets politiques.

Ce changement radical de vision a des conséquences profondément déstabilisatrices pour le système politique et les partis classiques aspirant à gouverner le pays. Par nécessité ces partis doivent, pour avoir une chance de se faire élire, proposer des programmes capables de séduire des groupes sociaux ou classes sociales aux intérêts hétérogènes voire antagonistes. Sauf à refuser l'idée de gouverner, les partis ne peuvent espérer gagner les élections avec un programme qui excluerait une large partie de l'électorat. Par nécessité, à un moment ou l'autre

<sup>12</sup> Mény, 1992.

<sup>13</sup> Mair, 2002.

<sup>14</sup> Canovan, 1981; Canovan, 1999.

de leur existence les partis doivent trouver des compromis et cette stratégie les pousse inéluctablement à rechercher les voix modérées du centre-gauche ou centre-droit. C'est le prix à payer pour constituer une majorité, soit au moment de la campagne électorale, soit au moment de l'éventuelle constitution d'un programme de coalition.

Au contraire, les mouvements populistes (la plupart récusent l'appellation de partis ou se qualifient de «partis du peuple») aspirent d'abord «*to expel the chacals out*», à «*donner un grand coup de balai*», à «*buttarli fuori*» pour enfin laisser la parole au peuple. Cette mission purificatrice, au moins initialement, laisse peu de place au compromis, aux nuances et au dialogue. Le radicalisme purificateur du langage s'accompagne d'un radicalisme simpliste au niveau des programmes souvent réduits à quelques slogans. Le populisme c'est d'abord beaucoup de rage, de frustration, d'exaspération que les canaux habituels de représentation s'avèrent incapables de comprendre, de saisir, de contrôler. Faute d'agrégation, les individualismes rageurs s'expriment dans toute leur violence et leur brutale simplification grâce notamment aux nouveaux instruments d'expression qui allient la facilité (le clic d'une touche d'ordinateur), l'anonymat (les pseudonymes) et la grégation numérique sans lien social autre que les «*like*» informatiques. La politique s'est «ubérisée» et les électeurs se comportent comme des consommateurs individualistes, volatiles, mûs par des passions passagères, des pétitions aussi enflammées que rapidement obsolètes. Les référendums servent d'abord à dire «Non» et les primaires constituent une guillotine infernale qui attend encore son Thermidor.

Du même coup, les partis classiques sont eux-mêmes obligés de radicaliser leurs programmes afin d'empêcher l'hémorragie d'une partie de leurs électeurs. Les mésaventures de Cameron, contraint de réagir à la désaffection d'une fraction du Parti Conservateur sont sous les yeux de tous. Au lieu d'une compétition politique centripète, la bataille politique se déroule selon les «marqueurs» définis par les extrêmes. En France par exemple, ce sont moins Hollande ou Sarkozy qui dominent le référentiel politique du moment que Marine Le Pen ou Mélenchon. Hollande court après l'un et l'autre, du sauvetage absurde de canards boîteux industriels (pour contrer Mélenchon) à l'adoption scandaleuse de l'idée de constitutionnaliser la déchéance de nationalité empruntée au Front National. Theresa May, prudemment en faveur du «Remain» a dû se transformer en égérie d'un «*Hard Exit*» pour sauver l'unité et la survie du parti conservateur. Le parti travailliste de Corbyn ne sait plus à quel saint se vouer, tiraillé qu'il est entre le «*vorrei e non vorrei*» contradictoire des parlementaires et d'une partie de l'électorat.

Au delà de ces transformations structurelles, s'observent des causes *substantielles*: l'émergence du populisme découle de la disjonction croissante entre politique (élections, programmes, institutions) et politiques publiques en Europe et en particulier au sein de l'Union Européenne<sup>15</sup> ou pour le dire en anglais qui rend plus claire la distinction sémantique: *there is a disjunction between politics and policies*. Aujourd'hui, la politique a conservé toutes les apparences

<sup>15</sup> Mair, 2006; Mény, 2015b.

du passé: combat électoral, oppositions programmatiques, constitution de gouvernements, batailles parlementaires, etc. Mais le roi est nu et la politique nationale n'est plus guère qu'un théâtre d'ombres.

De manière insidieuse et lente mais inexorable, le centre des décisions s'est déplacé de là où il trouvait sa légitimité politique (la démocratie nationale) vers d'autres horizons multiples et mal définis<sup>16</sup>. Un nouveau langage réservé aux experts est apparu: gouvernance (plutôt que gouvernement), *global governance*, *multi-level governance*, *supra-nationalism*, *transnationalism*, *public-private partnership*, etc.

Ce nouveau jargon n'est pas seulement un vocabulaire à la mode: il traduit la profonde transformation de l'action politique, sans cesse moins nationale, sans cesse plus européenne et globale, sans cesse moins publique, sans cesse plus pénétrée par le privé et les «*vested interests*» les plus divers. La politique démocratique en est restée au monde de «Cinema Paradiso» quand en réalité les films du moment sont des blockbusters conçus pour la planète entière. Les vieux cinéastes que sont les partis politiques et les classes dirigeantes tentent encore de faire croire qu'ils tiennent en main les manettes mais en réalité la majeure partie de leurs actions sont déterminées et décidées à un niveau supérieur. L'illusion est particulièrement forte au sein de l'Union européenne: les politiques publiques sont dictées ou conditionnées par Bruxelles (ou plus invisible encore, par les traités commerciaux négociés sous l'égide de la Commission européenne) ou par les règles de la «*global governance*» (OMC, traités internationaux, influence des multinationales, diktat des marchés). Un abîme s'est creusé entre les velléités ou prétentions des hommes politiques et leur capacité réelle à être «les maîtres des horloges». Mais ce «voile d'ignorance» qui aide à maintenir les apparences du pouvoir a créé un boulevard pour les partis populistes qui ont dénoncé l'hypocrisie ou l'impotence des hommes politiques nationaux en réclamant des mesures à la fois radicales et utopiques (voir le cas de la Grèce). Faute d'avoir accepté la construction d'une démocratie supra-nationale, les décisions européennes ou globales manquent de légitimité et de l'«*accountability*» qu'offraient les systèmes politiques démocratiques quoique de manière imparfaite. De ce point de vue, le «Brexit» même s'il est regrettable et coûteux pour le peuple anglais est d'une impeccable logique.

Une troisième raison explicative de l'expansion du populisme est *procédurale*, technique et se trouve dans les mécanismes de l'offre électorale. La frustration politique est une chose, son expression est un autre problème: le sentiment d'être marginalisé, non écouté, laissé pour compte peut déboucher sur une pluralité d'attitudes et de réponses. Un premier ensemble de réponses s'apparente à des formes «d'exit»: indifférence politique, absentéisme électoral à éclipse ou constant, refus de participation sous quelque forme que ce soit. Cet «exit» n'est pas nécessairement une stratégie réfléchie et raisonnée. Très souvent, l'attitude de retrait résulte d'un facteur élémentaire: l'offre alternative n'existe pas ou s'avère peu crédible. Seuls les mouvements fortement idéologisés et/ou politisés peuvent espérer capter une partie de cet électorat «disponible» pourvu que des

<sup>16</sup> Schmidt, 1994.

solutions aptes à le satisfaire soient mises sur le marché électoral. Ce fut le cas par exemple des partis Verts qui ont connu des fortunes diverses et variables dans le temps et dans l'espace.

Il est aussi possible d'exprimer l'insatisfaction à travers la protestation. Ce fut longtemps le privilège des partis de gauche et notamment des partis communistes marginalisés par la «*conventio ad excludendum*». Georges Lavau avait qualifié de «*fonction tribunicienne*» ce rôle du parti communiste français dont l'originalité et la spécificité incontestables étaient de concilier un cadre idéologique dogmatique et fermé avec un populisme attractif pour les laissés pour compte de la société. Le transfert de tant d'électeurs de gauche vers le Front National trouve là une part d'explication: de nombreux électeurs communistes se retrouvaient dans la protestation plutôt que dans le dogme. Cette capacité à canaliser le vote protestataire ayant disparue, une brèche s'est ouverte en partie occupée par l'extrême-gauche (qui propose une offre populiste idéologisée de gauche) et par les autres formes de populisme (de droite)<sup>17</sup>. Des phénomènes comparables sont observables en Italie, en Grèce ou en Espagne mais il est intéressant d'observer combien l'offre politique disponible peut orienter différemment les pulsions rageuses et radicales des citoyens frustrés: plutôt vers la gauche radicale en Grèce ou en Espagne; plutôt vers des droites non moins radicales en France, aux Pays-Bas, en Belgique, dans les Pays-Scandinaves et en Grande-Bretagne. La France et l'Italie<sup>18</sup> possèdent la particularité de populismes polarisés tant à droite (principalement) qu'à gauche (secondairement) mais se rejoignant sur de nombreux terrains (hostilité à l'Europe et à la globalisation, repli nationaliste et étatique etc.) au point par exemple qu'en France le leader de la gauche radicale, Mélenchon, a pu accuser Marine Le Pen de lui «voler» ses idées! De manière générale, la protestation et ses modalités diverses sont en partie dépendantes des «structures d'opportunité» disponibles que ce soit au niveau national, européen ou transnational<sup>19</sup>. On l'a bien vu en France en 2016-2017 à l'occasion des primaires de la Droite comme de la Gauche, cette procédure nouvelle introduite par des partis à la recherche d'un second souffle et de légitimité populaire: les électeurs ont participé davantage pour éliminer que pour choisir, transformant la sélection des candidats à la présidentielle en exercice de «guillotine» symbolique et collective.

Lorsque l'exacerbation enfle et surtout lorsque des possibilités concrètes et réalistes s'offrent de manifester son mécontentement, la donne change. Dans les démocraties occidentales, trois voies en particulier sont disponibles au niveau de l'expression électoral: les élections intermédiaires dites à tort «sans enjeu», les opportunités offertes par les systèmes électoraux et —plus rarement— les référendums.

Le mot d'ordre des populistes américains («*to send a message*») a été repris partout par les populistes qui, initialement au moins, n'avaient aucun espoir d'arriver au pouvoir. Ils saisissent donc les occasions offertes par les élections

<sup>17</sup> Halikiopoulou, Nanou, Vasilopoulou, 2010.

<sup>18</sup> Tarchi, 2015.

<sup>19</sup> Della Porta, Parks, 2016; Marks, McAdam, 1999.

intermédiaires qui sont sans risque (il s'agit le plus souvent d'élections locales qui n'affectent pas les macro-équilibres politiques) et qui amplifient d'autant plus leur éventuel succès que la participation électorale y est généralement faible ou en tout cas inférieure à celle des élections considérées comme les plus importantes. Aux élections locales se sont ajoutées depuis 1979 les élections européennes qui constituent une occasion à nulle autre pareille pour les mouvements populistes: la participation est faible, le bouc émissaire idéal (les élites de Bruxelles) et le vote sans conséquence aucune, du moins à court terme et sur le plan institutionnel<sup>20</sup>. La plupart des mouvements populistes y ont fait leurs premières armes, et avec succès, profitant de l'énorme publicité et des facilités financières généreusement fournies par l'Union européenne. Tant le Front National en France que UKIP en Grande-Bretagne ou le Movimento 5 Stelle sont des illustrations éclatantes de cette utilisation stratégique des élections intermédiaires par des partis que les règles du jeu au niveau national condamnaient souvent à la marginalité<sup>21</sup>.

Car les exemples britannique et français démontrent combien l'emprise des partis de gouvernement n'est pas seulement le produit d'une domination sociologique ou idéologique mais «un effet de l'art», c'est-à-dire de mécanismes électoraux implacables destinés à transformer l'élection en un duel entre les deux protagonistes crédibles. L'électeur ne porte pas son choix sur son candidat préféré mais sur le «moins pire». Aucune chance pour les petits partis quel qu'ils soient d'émerger sauf à accepter d'être des satellites des partis dominants comme l'étaient les partis paysans à l'égard du parti communiste dans les régimes de type soviétique. Jusqu'aux premières élections directes du Parlement européen, les partis populistes étaient absents du paysage politique même si le score des partis classiques était souvent médiocre. Les élections européennes vont changer radicalement la donne en offrant une opportunité formidable grâce au recours, partout, au mode de scrutin proportionnel et dans de larges circonscriptions étant donné le petit nombre d'éligibles dans chaque pays. Peu à peu, les résultats se sont manifestés: par exemple, le Front National ou UKIP, pratiquement absents du parlement national ont réussi à faire élire un nombre substantiel de députés européens et à ouvrir ainsi une brèche dans la politique de «*containment*» mise en place de concert par la classe politique en place.

Le succès aux Européennes avait des conséquences bien plus larges: non seulement il donnait à ces mouvements un accès aux institutions et aux ressources symboliques, financières et réputationnelles que leur procurait leur nouveau statut mais de surcroît, l'élection leur donnait crédibilité et capital pour les élections successives fussent-elles locales ou nationales. L'histoire de UKIP et du Front National est celle d'une longue marche vers et dans les institutions durant un quart de siècle en exploitant les interstices limités tolérés par inadvertance ou nécessité par le système politique. Ailleurs, c'est à dire presque partout, là où le système de représentation proportionnelle est en vigueur les obstacles ont été moins difficiles à surmonter comme en témoignent la participation au pouvoir

<sup>20</sup> Hayward, 1996.

<sup>21</sup> Hix, Marsh, 2007.

des populistes déjà dans les années 90 ou au début des années 2000 en Suisse, Autriche, Italie, Danemark, etc.

Une troisième voie a pu donner un appui indéniable aux populistes, celle des référendums<sup>22</sup> soit parce que ces instruments de démocratie directe étaient déjà disponibles (Suisse, France, Irlande, Italie) soit parce que les embarras des partis au pouvoir furent l'occasion d'y recourir en espérant tuer l'hydre populiste: fatale erreur. Ce qui est indéniable, c'est que depuis la conclusion du Traité de Maastricht 23 référença relatifs aux traités européens (à l'exclusion des référença liés aux traités d'accession) ont été organisés sur les sujets les plus variés et 11 d'entre eux ont été négatifs (le référendum hongrois d'octobre 2016 a répondu massivement en faveur de la politique d'Orban mais déclaré non valide faute du quorum de participation nécessaire). Des pays comme les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne qui n'avaient jamais recours au référendum ont été contraints d'y succomber, faute de trouver dans le parlement la légitimité nécessaire à l'adoption de politiques institutionnelles importantes. En décembre 2015 les électeurs danois ont repoussé une proposition dont le contenu et le libellé n'étaient compréhensibles qu'à une poignée d'experts pointus du droit européen.

En deux ou trois décennies, le populisme s'est installé en Europe. Pendant longtemps, on s'émerveilla de l'absence des populistes en Espagne ou en Allemagne et on tenta de chercher des explications à cet exceptionalisme. Inutile désormais de s'atteler à la tâche: toutes les démocraties sont touchées désormais.

## 2. Du Populisme à la radicalisation droitère

Lorsque les premières manifestations du populisme sont apparues en Europe, notamment à travers les premiers succès de Haider en Autriche, de Le Pen en France, de nombreuses interprétations de ces phénomènes inédits ont dénié toute spécificité à ces nouveaux acteurs politiques. La dominante majeure était que le populisme exprimait une protestation, qu'il était un «style» plutôt qu'une idéologie, qu'il était probablement un phénomène éphémère, un «mauvais moment à passer», une «pathologie» de la démocratie. Mais surtout, ce populisme était considéré comme une résurgence inattendue et nauséabonde de l'extrême-droite. Trop peu d'attention était accordée aux caractères propres du phénomène, à son émergence dans un contexte historique particulier, celui d'une transformation de la démocratie et des ses instruments privilégiés, les partis politiques. On ne s'étonnait pas par exemple de la différence des origines, l'extrême-droite pour le FN, la droite libérale pour le FpÖ ou encore des transfuges de la gauche comme Grillo leader des 5 Stelle. Parallèlement on ne caractérisait pas de «populistes» les partis de la gauche radicale qui, pourtant, partageaient de nombreux traits avec les populistes patentés de droite et notamment leur refus de la gouvernance supra-nationale et leur rejet global du «système», terme non défini permettant à chaque électeur «enragé» d'y mettre toute la variété des

<sup>22</sup> Franklin, Marsh, McLaren, 1994.

mécontentements et des rejets. L'imprécision de la qualification met en évidence que, comme d'autres termes analogues de la politique (communiste, fasciste), le mot populiste est utilisé dans un double registre: le premier descriptif et analytique, le second politique et péjoratif comme slogan qui condamne, ostracise et jette l'opprobre. Il en va de même pour le terme extrême-droite qui met dans un panier commun de multiples variations idéologiques et partisans. La réalité du populisme droitier est plus complexe.

Pour mieux comprendre le populisme et sa radicalisation droitière quelques considérations préliminaires doivent être faites. En premier lieu, il faut rappeler que le populisme par sa dimension verticale et le nouveau clivage qu'il instaure (peuple vs. élite) est indifférent voire hostile aux traditionnels clivages gauche/droite dans lesquels il refuse de se couler. Le «Tous pourris» qui fut à la fois la manifestation du rejet des corrompus et le manifeste de nombreux populismes naissants est symptomatique de cette nouvelle approche de la politique. Le clivage gauche/droite n'a pas de sens pour qui proclame que la société est faite du peuple, honnête, travailleur, plein de bon sens mais exploité par une minorité, les élites chargées de le représenter et qui l'ont trahi. Le mot d'ordre est, pour reprendre une expression de Mélenchon en France, le «dégagisme» (néologisme créé à partir des slogans de la «révolution de printemps» contre Ben Ali en Tunisie: «Dégage», c'est à dire, «Pars, va-t-en»), version, mise au goût du jour, du slogan poujadiste de 1955 «Sortez les sortants».

Il est intéressant de souligner que les populismes qualifiés de droite par leurs adversaires n'ont aucune hésitation à adopter et véhiculer ce qualificatif alors que les partis d'extrême-gauche dont l'approche n'est pas fondamentalement différente en ce qui concerne l'opposition entre peuple et élites sont généralement définis par leur gauchisme plutôt que par leur dimension populiste. Cette différence de traitement s'explique probablement par deux facteurs: d'une part une focalisation plus grande chez les partis d'extrême-gauche sur les questions économiques et sociales et d'autre part une «enveloppe» idéologique et une rhétorique qui transforment la «protestation» en «lutte de classes» comme le faisait à sa manière le parti communiste français par exemple. A ceci s'ajoute la conservation de comportements et d'idéaux de la gauche classique tels que la protection des droits fondamentaux (dont ne font pas partie les droits économiques) ou l'accueil des immigrés.

Par ailleurs, la référence des populistes au peuple, à la démocratie, à ses principes (égalité, liberté, fraternité, laïcité par exemple en France) en proposant une lecture différente une «vraie» lecture nous rappelle que le populisme ne propose pas grand chose de nouveau mais plutôt une réinterprétation de principes et valeurs présents dans les systèmes démocratiques. Les mots-clefs de la démocratie comme du populisme sont identiques: peuple, nation, citoyen, égalité, identité, nationalité, solidarité etc. Comme l'a souligné efficacement Minkerberg<sup>23</sup>, «*The government of the people by the people for the people is not at stake but the concept of the people is*». Comme le souligne Riccaro Terzi, «*Populismo non è qualsiasi idea che si riferisce al popolo, ma è quella concezione che vede il popolo come una*

<sup>23</sup> Minkerberg, 2000.

*unità, come un tutto indifferenziato, nel quale c'è il deposito dei valori della tradizione, c'è la radice della nostra identità. In questo senso, questa rappresentazione si contrappone a tutto ciò che divide l'unità mistica del popolo: le classi sociali, I partiti le diverse ideologie»*<sup>24</sup>. Par ailleurs, la rhétorique populiste est souvent construite sur la base d'un pot-pourri de revendications hétéroclites et changeantes plus ou moins partagées et radicalisées selon les mouvements. «Peuple, nation, démocratie» font partie du patrimoine commun de quasiment tous les mouvements. L'hostilité aux élites, la dénonciation de la corruption, l'anti-européisme ou l'euro-scepticisme également. Le refus du «relativisme moral», le rejet des immigrés, la politique du «*law and order*», le «*welfare chauvinism*» sont l'apanage des populismes «droitiers». Ensuite, les variations dépendent principalement de la radicalité ou de la violence verbale des uns et des autres.

Le populisme comme le souligne Cas Mudde<sup>25</sup> ne peut donc être considéré simplement comme une pathologie qu'il faudrait éradiquer mais comme l'expression radicale de valeurs et principes nés et développés de concert avec les systèmes démocratiques et poussés à leurs limites extrêmes. Il y a par conséquent une fluidité des concepts fondamentaux, une réinterprétation souvent radicale du «patrimoine» commun à une communauté politique<sup>26</sup>. Souvent, les partis populistes prétendent revenir à une sorte de «paradis perdu» de la démocratie, de la «vraie» démocratie. Le rejet d'une démocratie «dévoyée» retrouve les accents d'un primitivisme perdu (et complètement inventé!).

Et cette re-lecture n'a pas que des effets internes aux mouvements populistes: les partis classiques sont «contaminés» par les interprétations populistes qui, après avoir été considérées comme extrêmes, sont paradoxalement au centre du débat politique dans une phase ultérieure. Les exemples de cette «infiltration» progressive des thématiques populistes dans le discours des partis de gouvernement est observable partout: en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Autriche, dans les pays scandinaves, chaque fois sur des questions spécifiques au pays concerné (anti-européisme, anti-immigration, sécurité, welfare...). La contagion se manifeste sur plusieurs fronts: celui des choix et de l'agenda politiques, celui des institutions (référendums, primaires), celui de l'électorat avec des transferts parfois massifs des partis traditionnels de gauche comme de droite vers cette nouvelle offre électorale. Et en parallèle, plus les partis populistes s'approchent du pouvoir ou participent au pouvoir en tant que partenaires minoritaires d'une coalition et plus ils sont contraints de «mettre de l'eau dans leur vin» en proposant un étrange mix de radicalité et de normalité.

Dans les années 70, Kircheimer avait forgé le concept de «*catch-all parties*» pour décrire la propension des partis de gouvernement à chercher des électeurs de tous bords grâce à des programmes «attrape-tout». Désormais les partis populistes près du pouvoir ou au pouvoir ne font rien d'autre: leur radicalité s'es-

<sup>24</sup> Trezzi, 2012: 165.

<sup>25</sup> Mudde, 2012.

<sup>26</sup> Il est intéressant de souligner qu'après la seconde guerre mondiale, le PCF accepta de participer aux institutions et de rentrer au gouvernement. Son leader Maurice Thorez accepta ce compromis et notamment l'acceptation des valeurs républicaines (qualifiées autrefois de bougeoises) en prétendant que le parti se donnerait pour objectif de «revaloriser les valeurs».



soufle au contact du pouvoir comme en témoignent les exemples du FpÖ en Autriche, de la Lega ou de Forza Italia en Italie<sup>27</sup> ou de Marine Le Pen dans sa recherche de respectabilité de candidate «sérieuse» aux élections présidentielles de 2017 en France (elle vient par exemple, en 2017, de renoncer au rétablissement de la peine de mort, une thématique centrale de sa campagne de 2012).

En sens inverse, comment ne pas observer que Sarkozy tient sur de nombreux thèmes et notamment l'immigration ou la déchéance de nationalité des propos analogues à ceux de la famille Le Pen? Mieux (si l'on peut dire), comment ne pas être surpris que Hollande ait fait sienne la revendication d'instaurer la déchéance de la nationalité dans la Constitution? Ou que dans un récent ouvrage d'entretiens avec des journalistes il ait souligné qu'il y a trop d'immigration en France? La nuance linguistique lui permet de se distinguer (Le Front National affirme qu'il «y a trop d'immigrés en France») mais le message reste identique et est fait pour être compris comme tel. On en revient à l'observation souvent citée de Laurent Fabius selon lequel le Front National pose les bonnes questions mais n'apporte pas les bonnes réponses. Ne serait-ce qu'une question de temps pour que les pathologies d'hier deviennent les banalités de demain? Nombreuses sont les illustrations du passage du langage convenu et du «*politically correct*» à l'adoption de ce qui était peu de temps auparavant indicible. Critiquer l'Union Européenne était inconcevable et inconvenant en Italie et même en Allemagne jusqu'au tournant du siècle. Souhaiter le retour à la monnaie nationale après la création de l'euro relevait du sacrilège ou pire de l'idée stupide. Le thème est désormais récurrent et pas seulement dans les bars de Munich ou dans les zones «vertes» de la Lega. Stiglitz, prix Nobel d'économie, s'en fait maintenant l'avocat<sup>28</sup>.

L'identification du populisme et de l'extrême-droite est en partie due à l'attention nationale et internationale qu'a suscité le Front National. Il était clair que son fondateur et une partie de ses militants étaient, à l'origine, des rescapés d'une extrême-droite en perte, disqualifiée et écrasée par De Gaulle, réhabilitée subrepticement par Pompidou en 1968 pour rassembler la droite, toute la droite face au risque de la «chienlit» et d'une prise de pouvoir par la gauche<sup>29</sup>. Mais l'intelligence politique de Le Pen et surtout ensuite de sa fille fut de préférer une rhétorique populiste de radicale critique contre l'élite (l'UMPS, un acronyme fabriqué avec les sigles des deux partis dominants, PS et UMP) plutôt que de proposer un programme de droite extrême qui n'eût convaincu et rassemblé que peu d'électeurs. Comme le souligne Piero Ignazi, «*Until the 1980s the term extreme right was synonymous with that of neo-fascism [...]. Everything changed in the 1980s. New parties emerged, older ones radically innovated themselves, and both gained unprecedented consent [...]. This new type of parties, instead of reviving the "palingenetic myth" of fascism, provides an answer to those demands and needs generated by post-industrial society which traditional parties have failed to address*»<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> Tarchi, 2015.

<sup>28</sup> Mény, Mocavini, 2017.

<sup>29</sup> Camus, Lebourg, 2015.

<sup>30</sup> Ignazi, 2003: 1-3.

Ce constat conduit Cas Mudde à réfuter les interprétations «*mainstream*» du populisme d'extrême droite c'est à dire celles qui en font une pathologie «*to be studied outside the mainstream devices and concepts*». Cette approche souligne-t-il, lie étroitement l'émergence du populisme radical de droite aux changements rapides et radicaux de la société, à la crise, à la division aiguë entre *losers* et *winners*. Le vote en faveur de ces partis est une forme de protestation (frustration) ou d'adhésion (*intellectual rigidity vis-à-vis change*). Et de manière fort juste, Mudde<sup>31</sup> montre que ce faisant l'attention se focalise sur la demande et non pas sur l'offre politique. Cette observation est correcte. Les thèmes qui sont au coeur du discours populiste sont le plus souvent les «enfants abandonnés» des partis de gouvernement qui, soit par aveuglement, soit par intérêt électoral et politique se sont refusés à entendre les demandes de leurs électeurs et ont pratiqué une «course au centre» du spectre politique pour tenter de s'assurer la victoire.

Lorsque par exemple, à la veille de Noël 1980, un maire communiste de la banlieue parisienne envoya un bulldozer pour empêcher l'accès d'une résidence pour immigrés à leurs occupants (réguliers et clandestins), le scandale fut total et général car tous les ingrédients étaient réunis: le moment, la méthode, les victimes. Il eût été toutefois avisé de s'interroger sur le geste incroyable d'un maire communiste, évidemment condamné par son parti. Nul ne s'interrogea sur le caractère surprenant de ce comportement, nul —à commencer par le PCF— ne perçut les contradictions par exemple d'un parti qui, en cherchant systématiquement à mener une politique du logement pour les plus pauvres, attirait en effet les prolétaires (désormais immigrés) en les mettant face à face à la vieille classe ouvrière sur le même territoire. Les seconds étaient français (souvent fils d'émigrés), les autres étaient étrangers et donc sans droit de vote.

La paupérisation des villes d'accueil, les difficultés scolaires, les politiques sociales orientées vers les plus démunis créa une «guerre des pauvres» dont la première victime fut le PCF. Abandonné peu à peu par son électorat ouvrier vieillissant et sans soutien électoral possible des nouveaux venus immigrés, le PCF a assisté impuissant au transfert d'une partie de son électorat vers la droite dure et en particulier «l'extrême droite» faute d'un diagnostic de la situation et prisonnier qu'il était de ses vieux dogmes. Le franchissement de la «ligne rouge», du PCF au FN, a surpris et souvent été dénié. On avait trop oublié que le parti communiste, parti protestataire s'il en est jusqu'à sa venue au pouvoir au début de la présidence Mitterrand, était un parti aux forts accents populistes qui, d'une certaine façon, avait préparé ses électeurs en déguisant un discours protestataire sous les oripeaux d'une rhétorique idéologisant. Obligé de s'associer aux décisions du pouvoir à partir de 1981, il perdait son attrait pour les laissés-pour-compte désormais sans porte-voix qui se tournaient peu à peu vers le FN. Un contenu presque identique enveloppé dans une rhétorique diverse mais dans les deux cas présenté selon une dichotomie manichéenne, brutale et simplificatrice: une dénonciation sans nuance des gouvernements et des institutions en place, une offre sans nuance de lendemains enchanteurs. Une fois l'offre de gauche qui canalisait protestation et frustration disparue, l'offre «d'extrême droite», qua-

<sup>31</sup> Mudde, 2012.

si-similaire en dépit de ses outrances, était disponible. Aujourd'hui le constat est éclatant: le parti le plus «populaire» (en terme de classe) n'est plus à gauche: c'est le FN, devenu le premier parti ouvrier de France! Dans d'autres contextes en revanche, l'offre d'extrême gauche a laminé d'éventuelles options droitières, comme en Espagne par exemple où Podemos a su exploiter mieux que quiconque le mouvement des «*Indignados*».

Ce constat renforce l'hypothèse de Mudde selon laquelle, «*The populist radical right is not a normal pathology of European democracy, unrelated to its basic values, but rather a pathological normalcy, which strives for the radicalization of mainstream values*». En d'autres termes, il y aurait une différence de degré entre les partis «normaux» et les partis populistes de droite, mais pas une différence de nature. Cette thèse quoiqu'excessive dans ses conclusions a le mérite de mettre l'accent sur la différence entre partis «*out*» et «*in*» dans le système. Les partis hors du système sont ceux qui s'opposent «à la forme républicaine du gouvernement» pour reprendre la formule de la Constitution française de la III<sup>ème</sup> République française reprise par exemple dans la Constitution italienne ou sous d'autres formes comme en Allemagne (partis ennemis de la Constitution). Ce sont, après la seconde guerre mondiale, les reliquats des partis fascistes et nazis. A compter des années 50, les partis d'extrême droite trouvent de nouveaux chevaux de bataille (la décolonisation notamment) mais le combat contre la République ou la démocratie en tant que système politique s'affaiblit ou disparaît à partir des années 60. Ceux qui persistent dans la nostalgie (extrême-droite française, néo-fascistes italiens, néo-nazis) sont marginalisés et réduits à une poignée de militants.

Peu à peu, l'extrême-droite, à l'exception de quelques nostalgiques, se transforme et tend à promouvoir une vision politique et à proposer des politiques profondément différentes des autres partis mais sans remettre en cause les fondements du système démocratique. La menace de l'Union soviétique jouera évidemment son rôle dans cette conversion. Ou bien les plus radicaux font l'objet d'interdiction (Allemagne) ou de dissolution (France) ou sont réduits partout à la portion congrue. La droite de gouvernement devient davantage politiquement correcte et accepte ce qu'elle a violemment critiqué (le welfare state, la politique de sécularisation, la libéralisation des mœurs, etc.) en rejetant l'extrême droite aux marges du système: on le constate partout, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, en Italie, dans les pays scandinaves ou ceux du Benelux. Dans les années 80, la droite extrême semble un résidu de l'histoire.

Malheureusement, on avait pris pour réalité ce qui n'était qu'une illusion superficielle. On n'avait pas suffisamment pris en compte une «droitisation» parfois radicale des esprits dans de nombreux pays soit en raison de contextes externes (Reagan, Thatcher porte-paroles d'une droite libérale triomphante), de mutations de l'opinion dont une partie se raidit contre des politiques jugées trop libérales (avortement), «antinationales» (immigration) ou «étatistes et spoliatrices» (welfare, redistribution). Comme la droite de gouvernement est souvent associée à des gouvernements de coalition (Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Autriche) ou contrainte pour vaincre à se déplacer vers le centre (France, Espagne), on assiste objectivement à une convergence des programmes.

La découverte de scandales de corruption affectant tous les partis qui, de près ou de loin, participent à la gestion publique au niveau local ou national transforme par contraste les partis hors-système en parangons de vertu, un atout dont les nouveaux mouvements populistes sauront pleinement profiter.

L'extrême-droite européenne s'est convertie dans son ensemble à la démocratie (comment faire autrement quand le «peuple» est au centre même du discours et de la stratégie?), aux institutions (la Constitution n'est plus rejetée en bloc mais critiquée sur certains points). En revanche, la nouvelle lecture populiste des valeurs et priorités entraîne de nombreuses conséquences.

La première découle justement de la centralisé du «peuple» dans son acception verticale (le peuple contre les élites) plutôt qu'horizontale (toute la population au-delà des groupes et classes sociales). Ce peuple tout entier est fondé sur une approche ethnique ou lorsqu'elle n'est plus possible pour des raisons historiques (France) sur l'exclusion des nouveaux-venus (immigrés). Là où les migrations externes ne sont pas encore un problème, c'est la mobilité interne qui sert de bouc émissaire comme en Italie où la Lega se lança initialement dans le rejet et l'exclusion des «terroni» du mezzogiorno (alors qu'aujourd'hui la Lega tente de créer une Lega del Sud exemple éclatant de la versatilité des discours et stratégies des partis populistes). La crise migratoire actuelle donne des ailes à ces partis qui, il faut le bien reconnaître, ont longtemps été les seuls à soulever le problème bien réel de l'immigration et en particulier de l'accueil des immigrants, de leur formation et de leur intégration dans le pays de destination. La paranoïa du débat politique atteint des sommets lorsque le fils d'un émigré hongrois, mari d'une émigrée italienne (Sarkozy) assure que tous les français doivent adhérer au credo «Nos ancêtres les Gaulois».

La centralisé du peuple d'une part, le rejet par les populistes de l'accusation infamante de racisme d'autre part, ont déplacé le débat sur la question «*culturaliste*». Les mouvements populistes n'affirment plus la supériorité de la race blanche ou de l'Occident (laissant ces outrances à leurs marges) mais insistent sur les différences et l'incompatibilité des mœurs, traditions et valeurs. Si les musulmans refusent de manger du porc, pas de problème à condition qu'ils appliquent leur interdit religieux chez eux, dans leur pays d'origine. «Le Front National, le Parti de la liberté en Hollande, l'Alliance pour le futur en Autriche et leurs pareils préfèrent soutenir que la culture occidentale telle qu'elle a évolué en Europe, se caractérise par les valeurs démocratiques, la tolérance et l'égalité des sexes, tandis que la culture islamique, telle qu'elle a évolué au Moyen-Orient, se caractérise par la hiérarchie politique, le fanatisme et la misogynie. Puisque les deux cultures sont si différentes, et que beaucoup d'immigrés musulmans ne veulent pas (et peut-être ne peuvent pas) adopter les valeurs occidentales, il ne faut pas les laisser entrer, de peur qu'ils ne fomentent des conflits intérieurs et corrodent la démocratie et le libéralisme européen»<sup>32</sup>.

Le même ostracisme se manifeste à propos des politiques sociales (santé, logement, emploi, éducation) critiquées comme excessives, dispendieuses et trop

<sup>32</sup> Harari, 2015: 355.

avantageuses pour les nouveaux-venus attirés par l'eldorado du welfare. Les populismes droitiers radicaux ont fait du «*welfare chauvinism*» leur porte-drapeau dans la plupart des pays et en particulier dans les pays ou régions les plus riches (Pays Scandinaves, Bavière, Suisse, Nord de l'Italie). La question des bénéfices sociaux au profit des étrangers a même été l'une des causes majeures du Brexit. Mais là encore les lignes sont brouillées: Neil Farage le leader de UKIP qui a fait de ces thèmes son fonds de commerce dans la croisade anti-européenne, s'est refusé à s'allier avec le FN en l'accusant d'être xénophobe et anti-sémite. Dans le même temps, le Parti travailliste, divisé et craignant une fuite de son électorat populaire a flirté avec les mêmes thématiques.

Sur le plan institutionnel, le concept populiste et radical de «peuple» se traduit par une critique sévère du système représentatif (puisque les élites ont trahi) mais en même temps ces partis et mouvements, pour participer à la compétition sont bien obligés d'accepter le système et de participer à la sélection élitaire qu'ils abhorrent. Certains mouvements en revanche tentent d'imposer une sorte de «mandat impératif» et la surveillance et le contrôle de leurs élus, exclusion à la clef (comme le faisait d'ailleurs le parti communiste). L'exemple le plus achevé de cette mainmise du leader s'observe en Italie au sein du Mouvement 5 Stelle. En revanche, les partis populistes en général et extrêmes en particulier poussent leur avantage en privilégiant les formes d'expression directe. Ils y recourent lorsque la Constitution leur donne ce droit (Italie) ou poussent des gouvernements divisés ou embarrassés à y recourir (Danemark, Grande-Bretagne, Pays-Bas). Là où le populisme est au pouvoir le référendum est aussi un instrument attractif (et dangereux à utiliser comme le montre l'exemple hongrois). On peut déjà constater l'influence du populisme ambiant sur le fonctionnement des institutions représentatives: recours fréquent au référendum, institution des primaires au sein de nombreux partis européens (qui en ont oublié l'origine populiste et anti-partis aux États-Unis à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle).

La conception radicale populiste du peuple entraîne une autre conséquence idéologique et politique: l'affirmation du leadership censé incarner et interpréter au mieux les aspirations du peuple (ce que ne sauraient faire les représentants). La coïncidence des positions populistes stricto sensu et de l'extrême —droite est ici presque parfaite tant cette dernière a cultivé et cultive le culte de l'autorité et du chef<sup>33</sup>. Même là où la notion de leadership est en principe récusée, elle s'exerce paradoxalement pleinement comme en témoigne le cas caricatural du Mouvement 5 Stelle. Mais l'attrance pour le leader n'est pas le propre des régimes autoritaires. La propension des démocraties contemporaines à rechercher l'incarnation des idées, valeurs et programmes dans un homme ou une femme capables de les mener à bien ne fait que renforcer cette convergence, parallèle au déclin des partis en tant qu'instruments de sélection des dirigeants politiques.

En renonçant aux vieilles idéologies droitrières désormais obsolètes (anti-républicanisme) ou trop sulfureuses (fascisme, nazisme), la droite extrême a entrepris un chemin qui lui permet en effet de s'intégrer aux partis «*mainstream*». Sa mise à jour idéologique s'est poursuivie de manière subreptice sur des points

---

<sup>33</sup> Tarchi, 2015.

particulièrement sensibles: l'anti-américanisme a quasiment disparu tandis que l'anti-sémitisme (qui persiste au niveau des militants) a été combattu par les nouveaux dirigeants de ces formations: Fini, Wilders, Marine Le Pen ont pris le chemin de Jérusalem pour tenter d'éliminer toute critique d'anti-sémitisme larvé. Avec des fortunes diverses. La rénovation du parti par Fini a fini par le tuer et le Front National en dépit des efforts de sa Présidente (y compris au prix d'une rupture familiale) pour éliminer les incartades de son père reste suspect aux yeux de beaucoup à l'extérieur comme à l'intérieur (officiellement le FN reste un paria pour la droite de gouvernement).

La progressive intégration des mouvements populistes au sein du système de partis nationaux résulte d'un double mouvement de rapprochement: d'une part les partis d'extrême-droite qui ont souvent servis de matrice aux populismes ont intégré la vision et la rhétorique démocratique; d'autre part, les partis «*mainstream*», même lorsqu'ils rejettent les partis populistes en créant un cordon sanitaire, finissent par accepter et intégrer part de la rhétorique et du programme des populistes au risque de se brûler les ailes. Car la «démocratie populaire» des populistes qui se veut la voix et l'expression des aspirations directes du peuple récuse la transformation des démocraties du dernier demi-siècle, des démocraties où l'expression brute des pulsions populaires est médiatisée par la représentation, canalisée par les idéaux pluralistes, la règle de droit et les droits fondamentaux, modérée par les «*checks and balances*», pondérée par le recours aux «experts» indépendants (juges, autorités indépendantes, etc.). Les populistes se veulent et se prétendent démocrates, de vrais démocrates mais leur démocratie a des saveurs d'autocratie «éclairée» caractérisée d'abord et avant tout par son «il-libéralisme». Les premiers jours de la Présidence Trump en donnent une illustration grandeur nature en tentant de renverser deux cents ans de prudents équilibres constitutionnels pour restaurer ce que Madison redoutait par-dessus tout, la «tyrannie de la majorité». Le cas est éclatant mais sous le chêne américain, croît le sottobosco européen: l'il-libéralisme des pays de l'Est est patent partout quelque soit la couleur politique du gouvernement, droitier et populiste en Pologne ou Hongrie, «social-démocrate» en Slovaquie ou en République Tchèque. Tous ont applaudi au fameux «muslim ban» de Trump et Viktor Orbán a synthétisé la situation en déclarant le 28 janvier 2017: «Une nouvelle ère frappe à la porte de l'Europe. Une nouvelle ère de la pensée politique car les gens veulent des sociétés démocratiques et non des sociétés ouvertes»<sup>34</sup>. Le populisme illibéral est encore ostracisé dans l'ex-Europe de l'Ouest mais il est au pouvoir à l'Est. Combien de temps cette fragile frontière tiendra-t-elle? Il est symptomatique de la révolution en cours que le gouvernement de Theresa May ait prétendu refuser au Parlement, le lieu par excellence de la souveraineté britannique, le droit de discuter du Brexit avant que la *Supreme Court* ne lui rappelle les normes les mieux établies de l'histoire constitutionnelle du Royaume Uni. Dans un pays qui n'avait jamais connu le concept de «*popular sovereignty*», le Parlement a failli être «effacé» par le verdict d'un référendum dont la valeur n'était en principe que consultative. Et il est significatif que parmi les sujets d'at-

<sup>34</sup> Cité dans *Le Monde*, 1er février 2017: 2.

trition, la question de la suprématie des Droits fondamentaux et la juridiction de la Cour de Luxembourg étaient au premier plan. L'atmosphère du côté de la Tamise ou de Washington n'est pas sans rappeler les référents de la Révolution française, ses appels au peuple et son il-libéralisme notoire à compter de 1791.

### 3. Conclusion

Après un quart de siècle où le populisme, d'abord cantonné dans quelques pays est désormais présent dans presque toutes les démocraties (à commencer par celle qui vit naître les premiers mouvements populistes, les États-Unis), on peut s'interroger sur l'impact que ces perturbateurs du jeu politique ont eu sur le débat public, les institutions et les politiques menées par les démocraties occidentales.

La première observation est paradoxale: en dépit du fait que les partis populistes soient presque partout minoritaires (les principales exceptions furent l'Italie de Berlusconi et actuellement la Pologne, la Hongrie et la Croatie) et rarement au pouvoir, ce sont eux qui, dans une large mesure dominent le débat et dictent l'agenda dans presque tous les pays. L'exemple le plus abouti —et couronné de succès— est évidemment celui de la Grande-Bretagne. Mais c'est vrai aussi de la quasi-totalité des démocraties, que les populismes soient de gauche (Grèce, Espagne, Slovaquie), de droite (Italie) ou de droite radicale (France, Allemagne, Danemark, Pologne ou Hongrie).

La seconde observation a trait à leur impact sur le système politique dans son ensemble. Les partis populistes peuvent se targuer d'un succès notoire: presque partout ils ont réussi à ébranler, voire à marginaliser les partis dominants de gouvernement depuis la seconde guerre mondiale en Europe occidentale. À l'est, sur la table rase des sociétés communistes, les partis populistes sont sortis vainqueurs du combat avec les «filiales» des partis occidentaux et sont au pouvoir. Quelque soit l'issue de cette bataille rangée, une chose est certaine: les partis d'antan ne renaîtront pas tels quels de leurs cendres même s'ils réussissent à emporter le combat final. D'autant plus que les partis se sont parfois choisis eux-mêmes les verges pour se faire battre. En France et en Italie notamment, les partis de gauche ont introduit d'eux-mêmes l'instrument des Primaires sans même connaître l'origine de cette «technologie institutionnelle» inventée pour retirer aux partis leur fonction de sélection des élites.

La troisième observation concerne les institutions. En Europe occidentale, l'impact des partis populistes sur les institutions a été marginal à première vue. Nulle part ils n'ont réussi à imposer leurs vues (souvent imprécises d'ailleurs) en matière constitutionnelle. Ni Forza Italia, ni la Lega ou les 5 Stelle n'ont réussi à changer la constitution italienne pas plus que Podemos en Espagne ou le FN en France. Toutefois ils ont quelques belles prises à leur actif: ils ont contribué à l'échec de la Constitution européenne, réussi à acclimater l'idée que le référendum pouvait être un mode normal de gouvernement et profondément modifié l'esprit et la lettre des institutions en Pologne et en Hongrie. En quelques années par exemple, la Hongrie est passée d'un constitutionnalisme à l'allemande (la

Cour constitutionnelle hongroise «copiant» littéralement la jurisprudence de la cour de Karlsruhe) à une cour diminuée et sous contrôle politique. Une révolution institutionnelle moins visible mais encore plus spectaculaire est la soumission du Parlement britannique à une consultation référendaire en principe consultative et dont l'impact s'étend jusqu'aux modalités du Brexit. Le nouveau Premier ministre, Thérèse May entend cantonner les prérogatives du Parlement au strict minimum dans la mise en œuvre des négociations avec l'UE.

La quatrième observation touche aux politiques publiques européennes et nationales. Les partis populistes de droite contribuent de manière décisive à orienter les choix politiques des gouvernements, qu'ils soient ou non au pouvoir. Cet impact est clair en Hongrie et en Pologne où les partis droitiers au gouvernement instaurent par touches successives des mesures il-libérales: restriction des droits de la presse, contrôle des médias publics, restriction des droits (avortement, homosexualité, mœurs), mise sous tutelle des juges et de façon générale des contrepoids constitutionnels. La politique à l'égard des immigrés devient plus restrictive —sauf en Allemagne au cours de l'automne 2015— et les velléités de la Commission européenne battues en brèche. Les partis populistes dans l'opposition influent sur les choix des partis au pouvoir (cf. la déchéance de nationalité en France) et conditionnent le contenu et l'existence même des gouvernements lorsqu'ils sont partie de la coalition de gouvernement (Danemark, Finlande, Slovaquie, Hongrie). Toutefois leur «performance» en terme de mise en œuvre des politiques dont ils sont les hérauts, est plutôt médiocre selon une étude comparative dans neuf pays (*immigration and integration policies*), excepté en Suisse. L'auteur de l'étude conclut «*Radical right parties do not gain much credit for delivering when in office; the main reason for their failure to use the opportunities of executive power is their organizational weakness*»<sup>35</sup>. Au niveau européen, malgré leur forte progression aux élections européennes de 2015, les partis populistes ne sont pas en mesure d'influer directement sur les orientations politiques de l'Union. Mais là encore leur pouvoir de nuisance est considérable. La simple victoire du Brexit va polariser l'essentiel de l'activité des institutions au cours des prochaines années. L'hostilité de la Hongrie et plus généralement du groupe de Visegrad aux politiques migratoires rend presque impraticable une politique commune sur la question, etc.

L'Europe découvre depuis 25 ans cette nouvelle catégorie politique qualifiée de populisme dans un contexte de dés-idéologisation et d'affaiblissement des piliers de la démocratie représentative, les partis. Un siècle après les États-Unis, elle fait l'expérience d'une scène politique bouleversée par l'absence ou l'évanescence des médiations. Un phénomène qui a peu de chances de refluer dans un monde dominé par l'essor des nouvelles technologies, structuré par les réseaux sociaux, caractérisé par l'«uberisation» croissante des rapports sociaux. Comme aux États-Unis, nous sommes probablement face à un mouvement irréversible où le populisme pénétrera constamment le débat, le style politique, les institutions et les politiques publiques. Seule variera l'intensité de la dose de «populisme» présent au cœur de nos sociétés.

<sup>35</sup> Akkerman, 2012: 523.



## Bibliographie

- Akkerman, T. (2012). *Comparing Radical Right Parties in Government: Immigration and Integration Policies in Nine Countries (1996-2010)*, «West European Politics», 35, 3, 511-529.
- Bell, D. (1962). *The Dispossessed*, in *Id., The Radical Right*, Garden City (NY), Anchor.
- Camus, J.-Y., Lebourg, N. (2015). *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil.
- Canovan, M. (1981). *Populism*, London, Junction.
- (1999). *Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy*, «Political Studies», 47, 1, 2-16.
- Corduwener, P. (2017). *Integrating Contemporary Populism with the History of Democracy in Western Europe*, «European Political Science», 16, 2, 206-216.
- Della Porta, D., Parks, L. (2016). *Social Movements, the European Crisis and EU Political Opportunities*, «Comparative European Politics», 1-18.
- Franklin, M., Marsh, M., McLaren, L. (1994). *Uncorking the bottle: Popular Opposition to European Unification in the Wake of Maastricht*, «Journal of Common Market Studies», 3, 4, 101-117.
- Halikiopoulou, D., Nanou, K., Vasilopoulou, S. (2010). *The Paradox of Nationalism: the Common Denominator of Radical Left and Radical Right Euroscepticism*, Paper presented at the APSA meeting, Washington.
- Harari, Y. N. (2015). *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*, Paris, Albin Michel.
- Hayward, J. (ed.) (1996). *Elitism, Populism and European Politics*, Oxford, Clarendon Press.
- Hirschmann, A. (1970). *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge (M. A.), Harvard University Press.
- Hix, S., Marsh M. (2007). *Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections*, «Journal of Politics», 69, 2, 495-510.
- Hoffmann, S. (1956). *Le mouvement Poujade*, Paris, A. Colin.
- Ignazi, P. (2003). *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press.
- Mair, P. (2002). *Populist Democracy vs Party Democracy*, in Mény, Y., Surel, Y. (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 81-98.
- (2006). *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracies*, «New Left Review», 42, 25-51.
- Marks, G., McAdam, D. (1999). *On the relationship of Political Opportunities to the Form of Collective Action: The Case of the European Union*, in Della Porta, D., Kriesi, H., Rucht, D. (eds.), *Social Movements in a Globalizing World*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 97-111.
- Mény, Y. (1992). *La corruption de la République*, Paris, Fayard.
- (2015a). *Primaires: Vertus (apparentes) et vices (cachés) d'une greffe américaine*, «Pouvoirs», 154, 27-40.
- (2015b). *«It's Politics, Stupid!»: The Hollowing out of Politics in Europe - and its Return, with a Vengeance*, «Stato e Mercato», 103, 3-28.
- (2016). *Republicanism*, in Elgie, R., Grossman, E., Mazur, A. (eds.), *The Oxford Handbook of French Politics*, Oxford, Oxford University Press, 13-43.
- Mény, Y., Mocavini, G. (2017). *L'anti-europeismo, fra nazionalisti, sovranisti, settici e populisti*, Roma, Enciclopedia Treccani, à paraître.
- Mény, Y., Surel, Y. (2000). *Par le peuple, pour le peuple. Démocraties et populisme*, Paris, Seuil.
- Minkenberg, M. (2000). *The Renewal of the Radical Right between Modernity and Anti-Modernity*, «Government and Opposition», 35, 170-188.

- Mudde, C. (2012). *Populist Radical Right: A Pathological Normalcy*, «West European Politics», 336, 1167-1186.
- Perrineau, P. (1997). *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard.
- Perrineau, P., Ysmal, C. (eds.) (1995). *Le vote de crise*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Schmidt, V. (1994). *Democracy in Europe: The EU and National Politics*, Oxford, Oxford University Press.
- Taggart, P. (1995). *New Populist Parties in Western Europe*, «West European Politics», 18, 1, 34-51.
- (1996). *The New Populism and the Politics: New Protest Parties in Sweden in comparative perspective*, Basingstoke, MacMillan.
- Taguieff, P. A. (1997). *Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes*, «Vingtième Siècle. Revue d'histoire», 56, 4, 4-33.
- Tarchi, M. (2015). *Italia populista. Dal Qualunquismo a Beppe Grillo*, Bologna, Il Mulino.
- Trezzi, R. (2012). *Sul populismo come concetto generico e sulla varietà dei modelli anti-democratici con caratteristiche populiste*, «Rivista delle politiche sociali», 1, 160-168.